

Question de liberté d'expression

Un CPE ne peut interdire tous les tatouages

SERGE LEMELIN

slemelin@lequotidien.com

QUÉBEC — Trois juges de la Cour d'appel maintiennent l'interdiction faite au Centre de la petite enfance d'exiger qu'une employée dissimule ses tatouages en présence des enfants.

Les juges Paul Vézina, Julie Dutil et Allan R. Hilton se rangent complètement à l'avis du juge Jean Bouchard de la Cour supérieure qui avait, en mai 2009, associé les tatouages des travailleuses de CPE à leur droit à la vie privée et à la liberté d'expression garantie par la Charte des droits et libertés de la personne.

L'objectif de protéger les enfants contre les images dégradantes, selon le magistrat, ne pouvait être atteint par une obligation générale faite à toutes les employées de couvrir leurs tatouages par des vêtements appropriés. Il avait cependant reconnu que le droit à la liberté d'expression peut être limité par l'employeur si le tatouage représente un signe sexiste, raciste, incitant à la violence ou faisant la promotion de la drogue ou de l'alcool.

Les trois juges de la Cour d'appel souscrivent à l'avis du juge Jean Bouchard de la Cour supérieure qui avait, en mai 2009, associé les tatouages des travailleuses de CPE à leur droit à la vie privée et à la liberté d'expression.

Le juge Bouchard n'a jamais vu le tatouage de la plaignante représentée par le Syndicat des travailleuses des Centres de la petite enfance du Saguenay-Lac-Saint-Jean (FSSS-CSN). Il a estimé ne pas avoir besoin de le connaître pour annuler la directive du CPE, réservant à l'employeur le droit de sévir à nouveau si ce tatouage devait présenter un caractère offensant pour les enfants.

La décision de la Cour d'appel ne comporte qu'une seule phrase: «La Cour souscrit entièrement à l'analyse du juge de la Cour supérieure et au dispositif de son jugement».

Le CPE La Pirouette dispose de 60 jours pour décider si elle souhaite porter l'affaire devant la Cour suprême du Canada.

Peu de décisions de tribunaux portent sur l'utilisation des tatouages comme vecteurs de la liberté d'expression au travail. Jusqu'à présent, presque toutes les décisions avaient été rendues par des arbitres de griefs. Ce fut d'ailleurs le cas à La Pirouette qui avait obtenu l'aval de l'arbitre Carol Girard en 2007 pour appliquer sa directive émise en 2004.

La CSN avait contesté la décision devant la Cour supérieure et obtenu gain de cause. Puis, ce fut

au tour du CPE de s'adresser à la Cour d'appel.

Me Frédéric Dubé a représenté

l'employeur en première instance, puis Me Sylvain Bouchard en appel. Me Guylaine Guénette a

représenté la CSN en première instance, suivie de Me Marius Ménard en appel. □



OFFRE SANS SURPRISE TOUT COMPRIS

MATRIX 2011

299\$ /MOIS

- AUTOMATIQUE
- CLIMATISEUR
- VITRES ET BARRURES ÉLECT.
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- CHAUFFE-MOTEUR
- DÉFLECTEUR DE CAPOT

LIQUIDATION
AUTORISÉE PAR
LE FABRICANT
TOYOTA
2011

STAR
SYSTÈME DE SÉCURITÉ

TOYOTA
faire toujours mieux

LOCATION 60 MOIS À 3,4%

0\$ COMPTANT
24.000 KM PAR ANNÉE
0,07\$ DU KM EXCÉDENTAIRE
VALEUR À L'ÉCHÉANCE DE 7835,12 \$
REMISE DE 1500 \$ INCLUSE

TAXES INCLUSES

rocoto
TOYOTA

1540, boul. du Royaume, Chicoutimi
Sans frais • 1 888 549-5574
418-549-5574

CETTE OFFRE PREND FIN LE 30 SEPTEMBRE 2011
MODÈLE KU4EEPBA